



**Iran : un changement pour une république démocratique avec
le peuple iranien et sa résistance**

31 July 2025

Discours de Maryam Radjavi à la 3e conférence « Pour un Iran libre – 2025 » en Italie

Mes chers compatriotes,

Honorables amis de la Résistance du peuple iranien,

Nous sommes réunis aujourd'hui, alors que la tyrannie religieuse, avec l'exécution des deux Moudjahidine héroïques Behrouz Ehsani et Mehdi Hassani, a affiché son impuissance face au peuple et à la résistance organisée. Ces héros ont refusé de capituler et ont toujours dit « non » à leurs bourreaux.

Saluons ces résistants restés fidèles à leurs convictions qui, au bout de trois ans de tortures, de pressions et de menaces, ont tenu, au sommet de leur honneur, le serment qu'ils avaient fait à Dieu et au peuple.

Dans son dernier message, Behrouz Ehsani avait écrit : « Nous ne capitulerons en aucun cas devant ce régime sanguinaire et criminel », avant d'ajouter : « Loin de nous l'humiliation. » Et Mehdi Hassani avait dit : « Je prête serment à tous les idéaux de la glorieuse Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran, et je déclare que, jusqu'à mon dernier souffle, je ne plierai pas d'un iota devant ce régime réactionnaire. »

Ces héros ont courageusement défendu jusqu'au dernier moment le nom le plus tabou (en Iran), celui de Moudjahidine du peuple (l'OMPI), et ont porté haut dans le monde le nom et la doctrine de l'OMPI, à la veille de la soixantième année d'existence de l'organisation.

Ce n'est pas sans raison que Khamenei craint le rôle crucial de ce mouvement dans l'exhortation au soulèvement et au renversement de son régime.

A la fin de son règne honni, il tente de prolonger de quelques jours la vie de la dictature religieuse avec ce grand crime, mais il n'a fait qu'aviver la colère et la haine du peuple iranien et multiplier au centuple la détermination de la jeunesse téméraire à le combattre.

Levons-nous pour une minute d'applaudissements en l'honneur de la mémoire des Moudjahidine héroïques Behrouz Ehsani et Mehdi Hassani.

La crise du renversement

Chers amis,

Aujourd'hui, notre pays est à l'aube d'un immense bouleversement.

Ce bouleversement est porté par le peuple iranien et sa résistance. Une résistance nationale qui, au prix des plus grands sacrifices avec cent mille martyrs, et dotée d'une feuille de route et d'un programme clairs, annonce l'avènement d'une république démocratique en Iran.

Un Iran libre, non nucléaire, sans exécutions, sans voile obligatoire, sans religion obligatoire et sans gouvernement imposé.

Oui, un Iran libre avec la séparation de la religion et de l'État, l'égalité des femmes et des hommes, l'autonomie des minorités ethniques, la paix et l'amitié avec ses voisins et la coexistence pacifique avec le monde.

Aujourd'hui, la crise du renversement s'est emparée de l'ensemble du régime des mollahs. Ces dernières semaines et ces derniers mois, on a beaucoup entendu dire que jamais le régime ne s'était retrouvé aussi faible et fragile depuis son arrivée au pouvoir.

Il y a 44 ans, dès le début de la résistance et du combat décisif pour l'avenir, nous avons affirmé que ce régime était un générateur de crises. Les crises, le bellicisme et l'exportation du terrorisme et de l'intégrisme islamiste qu'il génère, demeurent nécessaires à sa survie.

Comme la guerre de huit ans avec l'Irak, qui aurait pu être terminée très vite, notamment

lorsque les forces irakiennes se sont retirées de Khorramchahr et après l'annonce par le gouvernement irakien, début 1982, qu'il acceptait le plan de paix du Conseil national de la Résistance iranienne comme base des négociations de paix.

De 1982 à 1987, chaque année le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait une résolution pour mettre fin à la guerre et appeler à des pourparlers de paix. La partie irakienne acceptait cette résolution, mais Khomeiny la refusait. Ce dernier s'était même présenté comme le guide de la révolution islamique de l'Irak. La dernière résolution, la 598, n'a pas été acceptée par Khomeiny, mais un an plus tard, il a été contraint et forcé, selon ses propres termes, de boire la coupe de poison du cessez-le-feu. Notez qu'il ne s'agissait que d'un accord de cessez-le-feu, et non de la fin de la guerre ni d'un accord de paix.

A l'époque, nous avons affirmé que la paix, au sens large du terme, et plus précisément la cessation de l'exportation de ce qu'on appelle la « révolution islamique » vers un pays voisin, marquerait la fin de la théorie universelle du régime du Guide suprême. D'autant plus que le Guide suprême, selon la constitution de ce régime, se considère comme le dirigeant de tous les musulmans du monde.

Dans un tel système, le Corps des gardiens de la révolution islamique (les pasdarans) ne comporte pas du tout dans son nom le mot « Iran », et il n'est pas destiné à l'Iran, mais au monde entier, en particulier aux musulmans et aux pays islamiques. C'est pourquoi nous appelons depuis le début à l'inscription du corps des pasdarans sur la liste noire et à sa dissolution.

La guerre principale entre le peuple iranien et les mollahs

Mais comme nous l'avons vu, la politique de compromis et de complaisance avec ce régime a finalement abouti à une guerre.

Bien sûr, la principale guerre en Iran a été, et demeure, la guerre du peuple et de sa résistance contre la dictature religieuse. Notre peuple veut de l'eau, du pain et de l'électricité. Notre peuple veut la liberté. Notre peuple veut le renversement du régime clérical.

Les trois soulèvements majeurs survenus en cinq ans, de 2017 à 2022, montrent clairement la

voie. La même voie que je répète sans cesse au nom de la Résistance iranienne depuis 21 ans :

– La complaisance ? Non !

– La guerre ? Non !

– Ce régime est-il réformable ? Non !

Quelle est donc la solution ? La solution est un changement de régime par le peuple iranien et sa résistance. Grâce à un changement de régime par le peuple et une résistance organisée, l'Iran progressera vers la démocratie et une guerre régionale majeure sera évitée.

Cette résistance ne réclame ni armes ni argent. Elle dit simplement qu'il ne faut pas se tenir aux côtés de la tyrannie religieuse et reconnaître le droit de résister pour la liberté, comme le stipule le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Chers compatriotes,

Le 5 août marque l'anniversaire de la victoire de la Révolution constitutionnelle sur la dictature monarchique en Iran en 1906. Cela fait 120 ans que le peuple iranien lutte pour sa liberté contre le chah et les mollahs.

Le 6 septembre marque également le 60e anniversaire de la fondation de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran. La résistance organisée la plus longue et la plus complexe de l'histoire iranienne contre les dictatures du chah et des mollahs, sans un seul jour ni une seule heure de répit. Certes, cela a entraîné un lourd tribut sanglant, sans précédent dans l'histoire de notre pays.

Tout le monde connaît le massacre des prisonniers Moudjahidine du peuple et autres résistants de 1988. Cette année-là, au moment même du cessez-le-feu dans la guerre avec l'Irak, Khomeiny a ordonné que tout membre ou sympathisant des Moudjahidine qui restait fidèle à ses convictions soit exécuté dans les plus brefs délais.

Nous commémorons l'anniversaire d'un massacre et d'un crime abominable. Le rapporteur spécial des Nations Unies, le professeur Javaid Rehman, l'a qualifié dans son rapport de fin de mandat en juillet 2024, de génocide et de crime contre l'humanité.

La tyrannie religieuse trouve sa survie dans l'anéantissement des Moudjahidine du peuple et de la Résistance iranienne. Or, aujourd'hui, en raison de notre fidélité à nos convictions – qui était et reste intolérable pour Khomeiny et Khamenei – nous assistons à la tendance inverse. C'est désormais cette dictature religieuse qui court inévitablement à sa perte, surtout face à une résistance qui s'épanouit chaque jour davantage et progresse vers une république démocratique.

60 ans de lutte contre le chah et les mollahs

Chers amis,

Maintenant tournons les pages de l'histoire de l'Iran, prenons un moment pour revenir sur les 100 dernières années, notamment la dictature monarchique de 60 ans de Reza Chah et de son fils, mis en place par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. C'est ce régime taxé d'îlot de stabilité et investi du rôle de gendarme de la région qui, malgré 600 000 forces armées et son infernale SAVAK, sa police secrète, a été renversé par un soulèvement populaire, et le chah a fui, comme l'a fait Bachar al-Assad.

Le régime du chah a tué ou emprisonné tous les dirigeants authentiques et démocratiques, déclarant officiellement qu'il n'existait qu'un seul parti, celui du chah. Le chah n'a laissé intacte que Khomeiny et le réseau des mollahs. Ils sont ainsi arrivés au pouvoir et ont, de fait, usurpé la révolution du peuple iranien.

Aujourd'hui, après toute ces douleurs et ces souffrances du peuple iranien, les exécutions, le génocide et les massacres, les survivants du chah ont cru l'occasion opportune et s'imaginent que la tyrannie religieuse finira par céder la place à la tyrannie monarchique ! C'est pourquoi le fils du chah cherche dans tous les recoins le soutien des pasdarans de ce régime.

Nous assistons à une ironie de l'histoire : passer du chah aux mollahs, et maintenant des mollahs au chah !

Mais la réalité veut que l'évolution du temps ne permette pas de revenir en arrière. Personne ne voudra revenir au passé. C'est pourquoi nous appartenons au futur et demain nous appartient.

L'avenir nous appartient

Chers amis,

Comme je l'ai mentionné, la tyrannie monarchique a tué ou emprisonné toutes les forces démocratiques, et nous avons tiré les leçons de cette expérience. En conséquence, bien que Khomeiny ait tué autant des nôtres, il n'a pas réussi à anéantir ce mouvement ni à détruire l'alternative démocratique, malgré tous les complots terroristes, la diabolisation, les bombes et les missiles, et la publication de près de 1 800 livres et films visant à contrer les Moudjahidine du peuple.

Après avoir formé à Téhéran le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), Massoud [Radjavi, le dirigeant de la Résistance iranienne] l'a transféré hors du contrôle et de la portée des mollahs en juillet 1981 afin que la révolution ne soit pas décapitée et privée d'organisation, comme elle l'avait été à l'époque du chah. Ce que la dictature religieuse redoute par-dessous tout, c'est une résistance organisée et structurée. À tel point qu'un responsable du ministère du Renseignement des mollahs a déclaré un jour que le nœud de leur problème réside dans la structure organisationnelle de l'OMPI. Au cours de ces quatre décennies, le régime a de facto présenté et désigné son principal ennemi de mille et une manières.

Nous disons que notre cause exige une structure organisée. C'est la principale caractéristique et le mystère de la survie des Moudjahidine du peuple et de la Résistance iranienne. Oui, ce mouvement est tombé à plusieurs reprises, mais il s'est relevé à chaque fois tel un phénix de ses cendres.

Je voudrais conclure sur le fait que, par le passé, la plus grande faiblesse des mouvements de libération du peuple iranien a été l'absence d'alternative démocratique, d'organisation dirigeante structurée et d'une armée de libération. S'ils en avaient été dotés, ni le coup d'État contre Mossadegh n'aurait réussi, ni la révolution antimonarchique n'aurait été dérobée. Mais cette fois, il y a quelqu'un qui ne permettra pas le vol du droit du peuple iranien à la liberté et à la démocratie.

Une alternative démocratique

Chers amis,

Le Conseil national de la Résistance iranienne, le CNRI, la coalition politique la plus longue de l'histoire iranienne, représente la troisième voie. À une époque de résistance à la tyrannie où les élections libres n'existent pas, le CNRI tire sa légitimité de la résistance du peuple iranien.

Depuis 44 ans, le premier article et la première phrase de son programme stipulent son devoir de transférer la souveraineté au peuple iranien. Transférer le pouvoir, et non l'accaparer comme les mollahs et le chah.

Le transfert du pouvoir par l'Assemblée constituante et législative nationale interviendra au plus tard six mois après le renversement de la dictature religieuse. Passé ce délai, le CNRI et le gouvernement provisoire n'auront plus de raison d'être.

La Constituante élue par le peuple, rédigera la constitution de la nouvelle république et la soumettra au vote populaire. Les membres de cette assemblée constituante éliront et formeront également le gouvernement.

Notez bien que le CNRI a parlé dès le départ de l'élaboration d'une constitution pour la nouvelle république, et non d'un retour à la dictature du chah et des mollahs, ni de leur expansion ou de leur réforme sous un nom quelconque. Toute dictature, quelle qu'elle soit, est irréformable, et doit céder la place à la démocratie.

C'est pourquoi le CNRI a tracé une ligne de démarcation avec le chah et les mollahs dès le premier jour, car tous deux sont à des kilomètres de la démocratie, et le peuple iranien en a fait l'expérience pendant plus d'un siècle.

Dans son programme, le CNRI :

- considère la liberté comme la garantie et la norme du véritable progrès social ;
- ne reconnaît aucun privilège particulier à un individu, une religion, une croyance ou une conviction.
- Et il stipule qu'aucun citoyen ne doit bénéficier d'un quelconque avantage ou souffrir d'une privation en matière d'élections (élire ou être élu), en matière d'emploi, d'éducation,

de procédure judiciaire et des autres droits individuels et sociaux en raison de sa croyance ou de sa non-croyance en une religion ou une confession.

Un autre plan du CNRI est le plan pour l'autonomie du Kurdistan iranien. Approuvé il y a 42 ans, ce plan a été étendu aux autres minorités ethniques dans le cadre du programme en dix points. Ce plan d'autonomie prévoit un « organe législatif pour les affaires intérieures de la région autonome » dont les « représentants sont élus au suffrage universel, direct, égal et secret ».

Il y a quarante ans, le CNRI a également adopté un plan sur les libertés et les droits des femmes, fruit de la « résistance inoubliable de toutes les femmes Moudjahidine du peuple et résistantes de cette patrie ». C'est en nous basant là-dessus que nous disons aujourd'hui : Femmes, résistance, liberté !

Dans ce plan, le CNRI « considère la libération historique des hommes et des femmes en Iran en rejetant toute forme de conception marchande des femmes » et met l'accent sur l'égalité des femmes et des hommes dans les divers aspects politiques, sociaux, juridiques et familiaux.

Le transfert de la souveraineté au peuple

Enfin, je me dois de mentionner le plan du « Front de solidarité nationale pour le renversement de la tyrannie religieuse ». Approuvé il y a 23 ans, ce plan guide les relations du CNRI. Ce front repose sur trois piliers :

- 1- Il regroupe les forces qui luttent pour une république démocratique et indépendante.
- 2- Il rejette catégoriquement la dictature religieuse, le régime du guide suprême et les factions qui le composent.
- 3- Il est fondé sur la séparation de la religion et de l'État.

Hormis ces trois principes, essentiels à une république démocratique, nous n'avons aucune autre condition à l'unité et à la coopération.

Par conséquent, il est inutile de dissimuler les divergences et les désaccords au sein du Front populaire iranien. Il est clair que chaque pays et chaque société est divisé en classes et couches sociales différentes, chacune ayant ses propres porte-parole.

Nous croyons que nous pouvons et nous devons nous unir dans le front de solidarité nationale, malgré toutes les différences, au nom de l’Iran, pour les intérêts supérieurs du peuple iranien et sous le drapeau de l’Iran.

Ainsi retentissent, à travers tout l’Iran, les clairons de la conquête et de la victoire, aux côtés des insurgés pour la liberté.